



# Fédération Syndicale Unitaire

Enseignement - Education - Recherche - Culture - Formation -  
Insertion



## CTA du 17 janvier 2022

### **Bilan d'un quinquennat destructeur pour l'académie de Montpellier : les discours à l'épreuve des chiffres**

Depuis la rentrée de janvier, l'épuisement et l'exaspération de toute la communauté éducative atteignent un niveau inédit. La responsabilité du Ministre de l'Education Nationale et du gouvernement dans cette situation chaotique est totale du fait de changements incessants, de protocoles intenable et d'absence de moyens dans le fonctionnement de l'Education.

Le 13 janvier, dans chacun des cinq départements de l'Académie, de nombreuses manifestations ont rassemblé l'ensemble les personnels enseignant-es bien sûr mais également les AESH, les infirmières, les CPE, les AED, les personnels administratifs, les personnels territoriaux des écoles, les psychologues scolaires, les personnels sociaux mais aussi les corps d'inspection et chefs d'établissements dans une mobilisation également soutenue par les parents d'élèves et les organisations de jeunesse.

Au soir de cette journée d'action inédite, avec 75 % de grévistes dans les écoles dont la moitié sont ainsi restées fermées, avec 62 % dans les collèges et lycées généraux et technologiques et plus de 50 % dans les lycées professionnels, le ministre s'est exprimé et a enfin compris l'exaspération des agents. Et même si toutes les demandes n'ont pas été retenues, le profond mécontentement a été semble-t-il entendu.

Les exigences sur le sanitaire sont fortes et ont été en partie (seulement) entendues lors de la réunion de l'intersyndicale nationale du jeudi 13 janvier en soirée avec le Premier ministre, le ministre de la Santé et le ministre de l'Education nationale (masques chirurgicaux et FFP2 prochainement disponibles). Si de nouvelles perspectives semblent se dessiner en termes de communication ministérielle et gouvernementale, la promesse de « discussions bimensuelles » est bien enregistrée et la FSU sera vigilante quant à leur tenue. La réunion tenue vendredi après-midi au Rectorat à votre initiative, Madame la Rectrice, doit permettre d'engager un nouveau mode de communication plus attentif aux problématiques de terrain et plus à l'écoute des représentants des personnels qui tentent,

souvent en vain, de vous remonter les difficultés rencontrées au quotidien par de trop nombreuses et nombreux agents.

Cependant, les revendications sur l'urgence des moyens humains donc du recrutement et celles sur les salaires ont été aussi largement portées lors de cette journée de mobilisation. La FSU exige du gouvernement l'ouverture au plus vite de négociations pour répondre à ces revendications car l'annonce jeudi soir du recrutement de 1500 AED au niveau national pour venir en aide aux vies scolaires submergées (mesure dont nous attendons lors de ce CTA la traduction concrète sur le terrain académique), de la possibilité de recours à des recrutements sur listes complémentaires (pour tenter de pallier aux difficultés structurelles de remplacement dans le 1<sup>er</sup> degré) et de l'embauche de contractuels pour aider les équipes administratives et les directeurs d'école restent bien insuffisantes pour faire face à une situation très dégradée après cinq années de casse de Education nationale, de suppressions massives de moyens humains et financiers menées par les gouvernements successifs du président Macron. **Pour la FSU, pour faire face à cette situation, il est indispensable qu'un collectif budgétaire soit adopté en urgence pour recruter tous les personnels nécessaires et pour rompre avec la politique budgétaire désastreuse mise en œuvre depuis bientôt cinq ans.**

**Car, pour la FSU, où que l'on porte le regard, les perspectives de poursuite de la dégradation des conditions de travail sont bien présentes et la situation faite aux agents pour assurer leurs missions est de plus en plus déplorable.**

Sur la période de la rentrée 2018 à la rentrée 2022, selon vos données académiques, les collèges de l'académie devraient avoir gagné 4309 élèves, les LGT 707 et le post bac en aurait perdu 61. Au total, une augmentation de 4955 élèves sur ces cinq années, belle preuve du dynamisme démographique des cinq départements de l'Académie. Cependant, dans le même temps, les moyens alloués sous ce mandat pour les collèges de l'Académie ont seulement progressé de 162,5 ETP. La FSU considère pour sa part que le déficit de moyens pour les collèges reste de 128 ETP pour assurer un taux d'encadrement qui était déjà très dégradé en 2018. Non, contrairement aux propos du Premier ministre prononcés le 20 octobre 2020 devant l'Assemblée nationale (cf : "*L'Education nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire*"), les collégiennes et les collégiens de l'Académie de Montpellier, n'ont absolument pas bénéficié durant les cinq années de cette majorité présidentielle et gouvernementale d'une amélioration de leurs conditions d'enseignement et de réussite. Dans notre académie, le fait de minimiser et/ou de relativiser chaque année la hausse du nombre d'élèves prévus en collège (au regard du total des effectifs accueillis) en considérant qu'il y a là « stagnation des flux, voire reflux du nombre de collégiens » montre une volonté d'admettre et d'accepter la diminution évidente d'une baisse des taux d'encadrement de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>. Car, vous le savez bien, Madame la rectrice, les collèges sont sous-dotés année après année, comme nous l'avons dit plus haut. A l'image de cette présente préparation de rentrée où, pour 420 collégiens prévus en plus, ce sont 9 ETP qui sont supprimés dans vos documents. Certes ces suppressions sont (bien mal) masquées par un affichage de 0 création in fine, chiffre artificiellement créé par le biais de

variations d'emplois ainsi affichés (Directeurs de SEGPA, ULIS, documentation et autres dispositifs hors DGH...). Ces supports n'avaient jamais été comptabilisés auparavant dans l'attribution des moyens d'enseignements en collèges et donc dans les DGH. Est-ce une nouvelle façon de fonctionner dans notre académie ? Une nouvelle façon de cacher la pénurie ? De même que ne plus afficher les taux d'heures supplémentaires au regard des heures-postes dans les dotations globales ? Les concepts de « plus d'élèves dans moins de classes » ou encore de « moins de profs pour plus d'élèves » seraient-ils devenus la norme dans la gestion académique de nos DGH ? A la FSU, nous sommes convaincus que vous connaissez très bien les enjeux qui se jouent en cette prochaine rentrée, une fois encore, et que vous savez également que pour 420 élèves de plus en collège, ce sont 28 postes d'enseignants qu'il aurait fallu créer en plus dans nos collèges pour maintenir le taux d'encadrement de la présente année scolaire. Ces chiffrages-là sont d'une rigueur implacable puisqu'au-delà de nos revendications, ils sont issus de vos propres indicateurs qui figurent chaque année dans vos documents.

En qu'en dire des lycéens et des étudiants ! La hausse du nombre de lycéens, avec une majorité choyant particulièrement leur éducation, aurait dû entraîner une hausse de moyens à l'attention de tous les lycéens de l'Académie. Résultat du quinquennat et de ses choix destructeurs pour notre académie : 164 ETP de moins pour les lycées GT et le post bac. La recherche purement idéologique d'économies de moyens budgétaires sur le dos des lycéennes et des lycéens a trouvé son véhicule porteur particulièrement économe : une réforme des lycées dégradant totalement les conditions de travail et d'apprentissage des élèves, réduisant années après années l'offre de formation tout en faisant reporter les difficultés structurelles ainsi créées sur les choix individuels des familles et des élèves. Voilà pour notre académie les résultats d'un sous-investissement chronique dans l'Education dont l'entière responsabilité est celle du Président de la République et de ses choix en matière de politique éducative. Sa traduction concrète à la rentrée 2022 sera, pour finir le quinquennat, malgré une hausse attendue de 661 lycéens et étudiants, alors que deux lycées (Gignac et Sommières) poursuivent leur montée en charge et que deux nouvelles formations PPPE (sur les lycées Clémenceau et Monnet à Montpellier) seront ouvertes à la prochaine rentrée, une hausse de seulement 9 ETP pour tous les lycées et tous le post bac académique. Si les prévisions rectorales se confirment, les hausses d'effectifs par classe vont se poursuivre, les suppressions de dédoublements vont s'accélérer et les suppressions de formations vont continuer (en particulier les enseignements optionnels, dont ceux des langues vivantes régionales et ce malgré les engagements rectoraux pris dans la convention cadre avec les Région Occitanie).

**Dans ce cadre, la FSU s'engage dans la journée nationale d'action dans l'Education du 20 janvier et sera aussi dans la grève et l'action le 27 janvier pour faire valoir les améliorations salariales et statutaires nécessaires pour les AESH. Ce même 27 janvier, elle sera force de mobilisation pour la journée nationale de grève interprofessionnelle pour l'emploi et les salaires.**